

**Séance ordinaire du
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le vingt-huit septembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

Absents :

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Nicole LIZA, Séverine SCUDIER.

Transports de l'Agglomération de Montpellier TaM - Rapport des administrateurs Exercice 2016

1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Le capital social est de 4 286 000€ et il est réparti entre deux groupes d'actionnaires :

- o Les collectivités locales (Montpellier Méditerranée Métropole et Ville de Montpellier)
- o Les autres actionnaires (TRANSDEV, Caisse des Dépôts et Consignations, Caisse d'Epargne, Banque Populaire du Sud, Crédit Agricole, Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre des Métiers, CLCV).

Lors de l'assemblée générale du 28 juin 2016, le mandat d'administrateur de la société TRANSDEV a été renouvelé pour une durée de 6 ans.

Actionnaires	Au 31 décembre 2016			
	Capital	%	Nb actions	Nb admin
Montpellier Méditerranée Métropole	1 972 250 €	46.02%	15 778	6
Ville de Montpellier	390 250 €	9.11%	3 122	1
TRANSDEV	856 750 €	19.99%	6 854	2
Caisse des Dépôts & Consignations	491 000 €	11.46%	3 928	1

Caisse d'Epargne et de Prévoyance	300 000 €	7.00%	2 400	1
Banque Populaire du Sud	150 000 €	3.50%	1 200	-
Crédit Agricole	75 000 €	1.75%	600	-
Chambre de Commerce et d'Industrie	50 000 €	1.17%	400	1
Chambre des Métiers	625 €	0.01%	5	-
CLCV - Association nationale de défense des consommateurs & usagers	125 €	0.01%	1	1
Total	4 286 000 €	100%	34 288	13

La Ville de Montpellier détient 9,11% du capital social, après la cession de 6 248 actions à Montpellier Méditerranée Métropole par délibération du 28 janvier 2016. Sa participation s'élève désormais à 390 250 €.

La part de capital de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de la société est donc passée de 27,79% à 46,02%, celle de la Ville de Montpellier de 27,33% à 9,11%.

Les Collectivités conservent 7 voix au Conseil d'Administration de TaM. La répartition des sièges de l'ensemble des représentants des actionnaires au sein du Conseil d'administration de la société se trouve ainsi modifiée : Montpellier Méditerranée Métropole passe de 4 à 6 représentants et la Ville de Montpellier de 3 à 1 représentant.

2. COMPTES ANNUELS

En millions d'euro HT	2015	2016	%
Produits d'exploitation	101,44	103,17	+1,7%
<i>dont CA</i>	63,16	64,80	+2,6%
Charges d'exploitation	103,7	104,09	+0,4%
Résultat d'exploitation	-2,25	-0,92	+60%
Produits financiers	0,28	0,26	-7,1%
Charges financières	0,30	1,51	+403%
Résultat financier	-0,02	-1,25	-6150%
Produits exceptionnels	3,37	2,77	-17,8%
Charges exceptionnelles	2,14	0,96	-55,1%
Résultat exceptionnel	1,23	1,81	+47,2%
Impôts sur bénéfice dont CICE / Participations des salariés	-1,86	-1,89	-1,6%
Résultat net	0,82	1,20	+46,3%

A noter en 2016 le changement de méthode comptable sur l'activité TRANSPORT concernant l'amortissement de caducité des biens de retour, avec ses impacts au passif et à l'actif du bilan (pour les acquisitions antérieures à 2016), et au compte de résultat. Conformément aux dispositions contractuelles préalables à la fin de DSP, la réunion de décembre 2016 avec les services de Montpellier Méditerranée Métropole a qualifié les catégories de biens et leur régime en fin de contrat. Les biens de retour à remettre sans indemnité font l'objet d'un amortissement de caducité. Le calcul rétrospectif concernant les biens acquis antérieurement à 2016 constitue un changement de méthode comptable avec les impacts suivants :

L'impact des amortissements de caducité nets de subventions a été comptabilisé dans le compte « Report à nouveau créditeur » diminué de 606 K€. La valeur d'origine des biens de retour est de 14 346 K€.

L'amortissement de caducité 2016 net des quote-parts de subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice, d'un montant de 1 236 k€, est inscrit dans le compte « Dotation amortissement de caducité

transport ». La contrepartie est enregistrée dans les droits du concédant. Ils sont classés au bilan dans les autres fonds propres. Ils totalisent 4 555 K€.

a) Compte de résultat

1] Analyse des produits

Le tableau suivant décompose le Chiffre d’Affaires par activité :

en millions d'euro HT	31-déc-16	31-déc-15	variation	
transport	54,29	52,30	+1,99	+3,8%
prestations stationnement en régie de recettes	1,14	0,94	+0,20	+21,5%
parkings centre-ville	6,62	7,09	-0,47	-6,7%
autres activités	1,63	1,17	+0,46	+39,5%
rémunération des activités en mandat	1,12	1,66	-0,54	-32,7%
Chiffre d'affaires	64,80	63,17	+1,63	+2,6%

Les autres produits augmentent de 1,0 M€ : il s’agit essentiellement de la production immobilisée et reprises de provisions sur les programmes de gros entretien

2] Analyse des charges

Les charges qui restent stables sont de l’ordre de 106 M€, avec :

- Des charges d’exploitation en progression de 0,4 M€, de 103,7 M€ à 104,1 M€ soit une évolution de +0,4%:

en millions d'euro HT	31-déc-16	31-déc-15	variation	
Achats, réparations et charges externes	25,44	23,11	+2,33	+10,1%
Frais de personnel	59,09	58,67	+0,41	+0,7%
Interim, formation, PMAD et multiservices	2,01	2,61	-0,60	-23,1%
S/s-traitance mandats, campagnes contrôle et autres	2,01	1,99	+0,02	+0,9%
Assurances flotte et autres	1,44	1,59	-0,14	-9,1%
Impôts et Taxes	4,75	4,58	+0,17	+3,6%
Prestations TRANSDEV-MPL	1,51	1,51	+0,00	+0,3%
Charges de fonctionnement avant IS	96,25	94,06	+2,18	+2,3%
Dotations d'exploitation	5,43	7,22	-1,79	-24,8%

Redevances d'affermage	2,41	2,41	-0,00	-0,2%
sous-total Charges d'Exploitation	104.09	103.70	+0.39	+0.4%

- Une charge nouvelle d'intéressement des salariés de 0,33 M€ (0,28 M€ auquel s'ajoute 20% de forfait social)

b) Résultat

Le résultat net après impôts et CICE s'élève à 1 201 K€ contre 818 K€ en 2015.

c) CICE

En 2016, TaM bénéficie pour la quatrième année de l'effet du Crédit d'Impôts Compétitivité Emploi (CICE).

Les montants des droits acquis par année sont les suivants :

- Exercice 2013 : **1 195 306,74 €**
- Exercice 2014 : **1 855 453,30 €**
- Exercice 2015 : **1 861 735,88 €**
- Exercice 2016 : **1 888 371,06€**

Le CICE participe depuis 2014 à la reconstitution du fonds de roulement compte tenu notamment des 30 emplois supplémentaires créés pour la lutte contre la fraude sans en faire porter la charge aux contribuables de la Métropole.

d) Bilan

Les fonds propres représentent plus de 20% du total bilan : 21,1 M€ soit 29% en 2016 contre 27% en 2015.

A 83,59 M€ en 2016, contre 84,96 M€ en 2015, l'actif immobilisé brut de TaM reste couvert par les capitaux permanents qui s'élèvent à 94,81 M€ (contre 94,40 M€ en 2015).

Ces derniers se constituent de :

- 21,1 M€ de fonds propres (incluant 4,01 M€ de subventions et 4,56 M€ de mise en concessions),
- 8,56 M€ de provisions,
- 2,39 M€ d'emprunts et cautionnements (hors concours bancaires),
- 62,8 M€ d'amortissements et dépréciations.

Le Fonds de Roulement Net Global (FRNG) s'élève à 11,22 M€ (9,43 M€ en 2015), soit une augmentation de +1,79 M€.

Le Besoin en Fonds de Roulement d'Exploitation (BFRE) demeure négatif bien qu'en hausse (variation de +3,38 M€), de -13,58 M€ en 2015 à -10,20 M€ en 2016.

Les créances clients continuent de diminuer alors que les stocks ont fortement augmenté :

- stocks : 7,923 M€ soit +0,49 M€

- clients : 4,51 M€ soit -0,53 M€

Le passif circulant est en augmentation de 2,19 M€:

- fournisseurs : 10,04 M€ soit +1,52M€
- dettes fiscales et sociales d'exploitation : 16,41 M€ soit -0,06 M€
- autres dettes d'exploitation et DCT : 1,97 M€ soit -0,13 M€
- comptes de régularisation : 8,68 M€ soit +0,86 M€

Compte tenu de ces éléments, la Trésorerie d'Exploitation au 31/12 passe de 24,3 M€ à 23,1 M€ (-1,2 M€).

3. ACTIVITES POUR L'ANNEE 2016

1) Pour l'activité Transport

Le CA du 25 octobre 2016 a autorisé la signature de l'avenant n°9 au contrat de DSP, actant des décisions de l'Autorité Délégante portant sur l'évolution de l'offre de transport et une nouvelle grille tarifaire en vigueur au 02/8/2016.

Sur cette même période :

- Certains nouveaux biens mis à disposition par Montpellier Méditerranée Métropole vont générer des économies d'exploitation dont les parties avaient convenu qu'elles soient contractuellement prises en compte, ou à l'inverse certaines charges non prévues au contrat initial.
- Il est convenu de rétrocéder la part de la Subvention Forfaitaire d'Exploitation (SFE) correspondant aux décalages hors DSP de programmes de gros entretien tramway
- L'extension par le Gouvernement depuis avril 2016 des populations bénéficiaires du taux minoré de cotisations d'allocations familiales a généré des économies qui ont été répercutées sur la SFE.

Les actions de renforcement d'attractivité du réseau, d'innovation et modernisation se poursuivent :

- EMMAWEB (agence en ligne), prépaiement, application smartphone, opérationnels depuis mi 2016, réseaux sociaux, informations temps réel, Schéma d'Information Voyageurs et divers outils numériques...
- Travail sur le réseau viaire pour améliorer la régularité et les temps de parcours bus.
- Poursuite des opérations de Grande Maintenance : mi-vie (1 million de km) pour les rames de la ligne 1 (2015-2021) ; révision de 600.000 kilomètres des rames des lignes 2 et 4 (24 mois).

2) Pour l'activité Stationnement

Sur l'exercice 2016, on note les événements suivants :

- Le Marché de collecte et maintenance du parking Vicarello de la Ville de Castelnau attribué à TaM pour la période du 1er janvier 2012 au 31 décembre 2015, et transféré de la Ville de Castelnau à la Métropole au 1er janvier 2016, a été prolongé jusqu'au 31 janvier 2017.
- Le marché de prestations d'exploitation des 70 places du parking du Bassin Jacques Cœur attribué à TaM pour une durée maximale de 36 mois et notifié le 15 mai 2013, puis transféré de la Ville de Montpellier à la Métropole au 1er janvier 2016 est parvenu à son terme le 31 octobre 2016.
- Fin d'activité concernant le parking Laissac suite à sa démolition et du parking arceaux.
- Un nouveau parking privé (nouvelle clinique St Roch-contrat signé le 8 janvier) a débuté son activité le 10 mars 2016.

3) Pour les activités en marchés de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée et/ou Assistance à Maîtrise d'Ouvrage :

- Signature de l'avenant n°9 relatif au mandat d'étude et réalisation de la 2ème ligne de tramway : aménagements complémentaires du passage à niveau PN40
- Attribution du marché de Mandat d'étude et de réalisation de l'Extension Ligne 1 vers la gare TGV de la Mogère (délibération Métropole du 25/10/16)
- Avenant n°3 au marché de mandat de MOD relatif au bouclage L4/L5 avec l'engagement de la 1ère phase d'aménagement du dépôt Jeune Parque dont l'intégration d'un tour en fosse,

4) Activités liées aux autres conventions réglementées en vigueur :

- Signature de la convention cadre d'assistance par TaM auprès de Transdev Stationnement concernant la mise à disposition par TaM de ressources et moyens en réponse aux consultations
- Signature de la convention cadre d'assistance par TaM auprès de Transamo concernant la mise à disposition par TaM de ressources et moyens en réponse aux consultations DSP
- Signature de la convention cadre d'assistance par TaM auprès de Transdev SA concernant la mise à disposition par TaM de ressources et moyens en réponse aux consultations DSP
- Attributions de prestations de Formation Continue Obligatoire assurées par Transdev Formation (23 sessions)

5) Activités de la filiale

L'activité de la SAS Saint Roch Stationnement, filiale à 100% de TaM, est dédiée statutairement à la gestion de l'affermage en DSP du parking de la Gare Nouveau St Roch, ouvert au public en juillet 2015.

L'activité financière de la filiale été la suivante en 2016 :

- Produits d'exploitation : 3,07 M€ dont 4 K€ de transferts de charges (2015=1,55 M€ dont 0,18 M€ de transferts de charges)
- Charges d'exploitation : 2,5 M€ dont 745 K€ de redevances (2015=1,23 M€ dont 28 K€ de redevances)
- Résultat d'exploitation : 0,58 M€ (2015=0,32 M€)
- Charges Financières : 0,53 M€ (2015= 0,26 M€)
- Intéressement : 5,5 K€ dont forfait social de 20% (contrat d'intéressement 2016-2018)
- Résultat courant avant impôts 45,8 K€ soit 33,4 K€ après IS (2015= 60 K€ soit 43 K€ après IS)

4. PERSONNEL

L'effectif moyen sur l'exercice 2016 est de 1 155 salariés contre 1 163 l'année précédente.

Le Conseil d'Administration du 18 mars 2016 a désigné Monsieur Luc EGOUMENIDES comme nouveau Directeur Général à compter du 1^{er} juin 2016. Son mandat est valable jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes 2024.

5. PERSPECTIVES D'AVENIR

- Les compétences transférées par les communes à Montpellier Méditerranée Métropole concernant les contrats parkings, le nettoyage de surface, et la gestion « corrective » des carrefours à feux ont pris

effet au 1er janvier 2016. La gestion « préventive » des-dits carrefours a partiellement subsisté en 2016, les transferts devant être achevés pour 2017

- Pour l'Activité TRANSPORT : Montpellier Méditerranée Métropole a lancé début 2017 sa procédure de consultation concernant la future DSP pour la période 2018-2023. TaM a déposé sa candidature le 7 avril.
- Pour les contrats de STATIONNEMENT : La Ville de Montpellier a lancé fin 2016 sa procédure de consultation concernant la future DSP « voirie dépenalisée » pour la période 2018-2024. TaM a déposé sa candidature.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de ce rapport 2016 et d'entériner par un vote sa mise à disposition auprès des élus de l'assemblée délibérante.

À l'issue d'un vote à main levée, le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 6 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 septembre 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- TaM - Rapport des administrateurs - Exercice 2016

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20170928-13356-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 06/10/17
Réception en Préfecture : 06/10/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.